

- « Où l'on reparle du déficit démocratique », par **Anne-Cécile Robert**
- « Dette publique dans les pays du nord : et si on demandait des comptes ? », par **Pascal Franchet**
- « Il existe des lieux et des moments où les bêtes traquées se croisent, s'arrêtent et... », par **Mathieu Rigouste**
- « Gulliver et sa tasse de thé », par **Philippe Grasset**
- « Un automne crépusculaire », par **Philippe Grasset**
- « Un comté d'Alabama étranglé par la crise budgétaire licencie les 2/3 de ses fonctionnaires », par **Shaila Dewan**
- « Huit ans de borborygme afghan », par **Gabriel Kolko**

« Où l'on reparle du déficit démocratique », par Anne-Cécile Robert

Marqué par le péché originel – le dédain du suffrage universel – le traité de Lisbonne vient d'essuyer un nouveau revers inattendu. Après le « non » irlandais du 12 juin 2008, c'est la Cour constitutionnelle allemande qui tire la sonnette d'alarme, dans un arrêt du 30 juin rendu à la demande des députés de Die Linke l'Union chrétienne-sociale (CSU). Si elle juge le traité compatible avec la loi fondamentale, elle peint un portrait peu flatteur des institutions européennes. Elle constate notamment que l'Union souffre d'un « déficit démocratique structurel » auquel le traité de Lisbonne n'apporte pas de solutions suffisantes. Pour appuyer leur démonstration, les hauts magistrats estiment que « le parlement européen n'est pas l'organe de représentation d'un peuple européen dont ses députés seraient les représentants ». Les majorités politiques qui s'y dégagent ne sauraient donc exprimer la « volonté majoritaire » des peuples européens. Se fondant sur le « respect du vote des citoyens » allemands, les juges de Karlsruhe estiment que Berlin ne pourra ratifier le traité que si une loi vient garantir les prérogatives du Parlement national et son contrôle sur tout transfert de souveraineté à l'Union européenne. Le 18 août, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le Parti social-démocrate (SPD) et la CSU se sont mis d'accord sur un texte qui devra être adopté mi-septembre.

Déjà en 1992, saisie à propos du traité de Maastricht, la Cour de Karlsruhe avait souligné que, en raison du manque de démocratie européenne, l'Allemagne devait conserver les moyens d'exercer sa souveraineté dans les domaines-clés de compétences. Dans son arrêt de 2009, elle va plus loin en mettant en garde contre une

« fédéralisation rampante » de l'Union européenne et rappelle que tout dépassement du statu quo politique actuel devra requérir l'aval des élus du peuple allemand. La Cour rappelle que les citoyens, et donc le Parlement, restent les détenteurs du pouvoir constituant et donc de la souveraineté du pays.

Si cet arrêt n'empêche pas la ratification du traité de Lisbonne, il définit les limites de l'intégration européenne telle que l'entend l'Allemagne. Ils interrogent aussi sur l'attitude des autres cours constitutionnelles qui, elles, n'ont pas relevé ce que bien des juristes critiquent depuis longtemps : le manque de légitimité démocratique de l'Union. Il jette en outre une lumière crue sur l'attitude des classes politiques du Vieux Continent, cherchant à imposer l'idée que « le déficit démocratique » est un argument de tribune. Ainsi, selon le socialiste Pierre Moscovici [sur son blog, le 25 juin 2007], « l'Union est la première expérience réussie de démocratie supranationale ». Plus prudent, M. Michel Barnier, alors commissaire européen, estimait que « la démocratie européenne sera toujours, bien sûr, une démocratie particulière [« Un projet d'avenir pour l'Europe », Varsovie, 27 juin 2007] ». Une démocratie sans peuple sans doute...

Anne-Cécile Robert, *Le monde diplomatique*, septembre 2009.

« Dette publique dans les pays du nord : et si on demandait des comptes », par Pascal Franchet

La dette publique a bonne presse en ce moment. Les médias en raffolent. Faire peur fait vendre. Pour frapper encore plus les esprits, ce qui fait « *tendance* », ce sont les « *compteurs* » de la dette publique. Ainsi celui du journal britannique *The Economist* |1| indique en continu sur la toile la progression de la dette publique mondiale |2|. Il indique, pour 112 pays, le montant de la dette publique et le montant de la dette par habitant.

L'effet-choc est garanti ! Un journaliste d'un quotidien français en parle comme d'une « *horloge terrifiante* ». |3| Il est peu de journaux, spécialisés ou non, qui ne l'évoquent aujourd'hui.

En général, les formules employées sont : « *à l'heure où je rédige cet article, la dette publique mondiale est de X dizaines de milliers de milliards de dollars et ce chiffre grandit à chaque seconde* ». L'intérêt de ce suraffichage médiatique de la dette publique ne consiste pas seulement à vendre des journaux. Sa fonction idéologique est évidente. Un message doit imprégner les esprits : « **Nous** (*sic*) *avons une dette insoutenable dont chacun d'entre nous est comptable* ». Il s'agit bien de faire payer les conséquences de la crise aux plus pauvres, soit en augmentant la pression fiscale sur les plus démunis (TVA, taxe

carbone, impôts locaux, etc...), soit en réduisant de façon drastique les dépenses publiques et la protection sociale, soit encore un agrégat des 2.

La suppression au 1er janvier 2010 de la taxe professionnelle consacrera un gain nouveau de 12 Milliards d'€ supplémentaires pour les entreprises au détriment des ménages et des collectivités locales qui limiteront d'autant leurs capacités d'investissement. L'objectif est de restaurer un modèle économique et financier qui pourtant a failli pour des raisons systémiques.

La dette publique est servie à toutes les sauces

A l'occasion des consultations électorales récentes ou en cours (Allemagne, Grèce, Irlande, Portugal, Grande Bretagne, etc.), le programme et les positions de chaque candidat sont mesurés à l'aune de ce qu'il propose pour résoudre ce « fardeau insoutenable pour les générations futures » dont parlaient Jean-Pierre Raffarin, ex-premier ministre et Michel Pébereau, PDG de BNP-Paribas et actuel conseiller de Nicolas Sarkozy.

Pour l'Irlande, la « *dette publique insoutenable* » et la crise ont servi d'arguments pour les partisans du Traité de Lisbonne. Le chantage a marché, faute de réponse alternative au capitalisme et à l'Europe néolibérale.

Le débat politique et budgétaire français est essentiellement centré sur cette question : le déficit et la dette publique.

Au nom de la nécessité de réduire les déficits, **il faut donc diminuer les dépenses publiques**, privatiser la Poste, réformer les régimes de retraites, casser le fret public de la SNCF, fermer des hôpitaux, détruire les garanties sociales, augmenter l'âge de départ à la retraite, réduire la fonction publique à une peau de chagrin et supprimer 34 000 emplois de fonctionnaires.

Par contre, il est jugé **nécessaire d'augmenter les déficits publics** (et donc la dette pour financer ces déficits) avec des cadeaux fiscaux et sociaux aux classes sociales les plus fortunées, avec des milliards distribués sans contrôle aux banques et au secteur automobile par les plans de sauvetage, ou demain encore, avec le « *grand emprunt* ».

Toutes ces dizaines, ces centaines, ces milliers de milliards d'euros et de dollars, destinés à restaurer un système économique et financier qui a failli, ne posent aucun problème à nos gouvernants qui nous présentent ensuite l'addition. (Peu importe l'incohérence du discours, c'est bon pour la relance !)

Tordre le cou à la « Public Debt per capita » !

Un indicateur de l'Atlas de « *The Economist* » qui illustre bien sa fonction idéologique, est la fameuse « **Public Debt per capita** », la **dette publique par habitant**. C'est une façon de dire que chaque habitant a une dette, un passif dont il est coupable et

comptable et qu'il doit rembourser. Et comme la dette résulte des déficits publics dus principalement à des dépenses publiques « *excessives* », il faut donc diminuer ces dépenses, CQFD.

Il n'est pas le seul à servir cette soupe de la dette par habitant. L'ultralibéral Institut Economique de Montréal |4| (IEDM lié à Euro 92, site d'Alain Madelin en France) a lui aussi mis au point un compteur qui égrène seconde après seconde l'augmentation de la dette publique et, dans ses commentaires, ne manque pas de stigmatiser le poids de la dette par habitant.

C'est aussi le langage de l'OCDE, du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC |5|, repris par les gouvernements néolibéraux des pays du Nord et leurs complices serviles dans les pays du Sud. C'était celui de Raffarin et du patronat français, c'est aussi celui des « socio » libéraux [...].

L'effet culpabilisant est garanti !

Le citoyen « *lambda* » devient subitement égal devant la dette par le miracle d'une simple division : le total de la dette divisé par le nombre d'habitants. On nous avait déjà fait le coup en comparant la dette de l'Etat avec celle des ménages. En omettant de préciser, bien sûr, que la différence fondamentale entre un Etat et un ménage est qu'un ménage peut difficilement augmenter ses recettes alors qu'un Etat décide quand il veut d'augmenter ses ressources par l'impôt.

Peu importe que le citoyen lambda ne soit pas égal dans la « vraie vie », face au chômage ou à la répartition des richesses produites par le travail rémunéré, l'important est qu'il se sente co-responsable et comptable individuellement de la dette.

Peu importe également qu'il ne le soit pas non plus devant l'impôt, inégalité voulue par des choix politiques à l'origine des baisses de recettes fiscales des Etats, qui elles-mêmes génèrent les déficits publics alimentant la dette publique. |6|

Ces politiques fiscales permettent aux classes aisées de dégager des disponibilités et d'acheter des obligations d'Etat via les banques, assurances et autres fonds d'investissement (qui se sucent d'ailleurs au passage), et ainsi d'y gagner 2 fois (moins d'impôts et plus intérêts servis sur la créance obligataire).

Sait-t-on aussi que sur les 18 banques |7| en charge de la vente des OAT (obligations assimilables du Trésor), 4 d'entre elles sont françaises et ont bénéficié des plans de relance du gouvernement sans contrepartie aucune ? L'important est de rendre opaques ces données. Ces exemples nationaux sont aisément exportables dans les autres pays du Nord.

Le bon sens voudrait qu'on augmente les impôts de ceux qui en ont les moyens, mais ce n'est pas ce qui figure dans les programmes des principaux candidats. On y parle plutôt de baisses des dépenses publiques, de restrictions budgétaires, de politique de

rigueur, de sacrifices pour favoriser la relance de l'économie, de retour à la croissance |8|. Et c'est le cas dans tous les programmes des partis de droite comme dans celui des socio-libéraux, à très peu de nuances près.

[...] La dette publique a gonflé de façon considérable dans les pays du Nord et pour nombre d'entre eux, notamment les ex-pays de l'Est et les pays des Balkans, le marché de la dette publique devient inaccessible, les obligeant à avoir recours aux bons soins du FMI avec son lot de conditionnalités et de réformes structurelles.

Une bulle de ces dettes publiques est en train de se former et une crise des taux est fortement prévisible (trop bas, personne n'en veut, trop haut, les Etats ne peuvent payer). Mais le battage médiatique autour de la dette publique a aussi une autre fonction : nous faire oublier la crise latente de la dette privée, à côté de laquelle celle des « *subprimes* » semblera mineure.

Comme le souligne Frédéric Lordon |9|, d'autres défaillances massives des dettes des ménages et des entreprises vont exploser à compter de 2010, 2011 et 2012. Ce sont les contrats de prêt Alt A mortgage.

Les banques vont voir leurs bilans se déprécier à hauteur de ces défaillances aggravées par la récession des activités industrielles et commerciales.

Elles appelleront à nouveau au secours les Etats qui, dociles, ouvriront encore les robinets salvateurs des « *plans de sauvetage* » et aggraveront encore plus la situation des dettes publiques.

Pour réduire les déficits engendrés par les services croissants de la dette et les nouveaux plans de relance, les Etats réduiront encore plus les dépenses publiques et en premier lieu la protection sociale et les régimes de retraite.

Sur fond de crise loin d'être finie...

Tout cela est à considérer dans un contexte où la crise économique est loin d'être finie, malgré les interprétations hâtives du faible regain de croissance constaté ces derniers trimestres.

La productivité du travail a baissé de 2.2%, d'où moins de profits pour les entreprises. Le surendettement, facteur de surconsommation (et de croissance du PIB), en explosant, ne sera plus opérant comme moteur de l'économie des pays riches.

Pour rétablir leurs taux de profit, les capitalistes vont réduire encore plus leurs coûts (et leurs investissements), donc augmenter le chômage et limiter, voire réduire, les salaires comme le prône le FMI en Europe Orientale.

Les politiques publiques, bridées par une dette publique devenue exponentielle et le refus d'augmenter la fiscalité des hauts revenus, s'orientent vers une baisse des

investissements publics et des amortisseurs sociaux, d'où un retour prévisible à une situation récessive de l'économie [...].

|1| Sur le site du journal The Economist : <http://buttonwood.economist.com/content/gdc>.

|2| **Mondiale ?** Enfin presque, puisque les données concernent seulement 112 pays sur les 192 que comptent l'ONU (194 avec le Vatican et la Palestine qui y disposent de missions permanentes. A noter aussi sur l'Atlas de l'Economist l'absence de données pour une quinzaine de pays africains, de l'Irak, de l'Afghanistan. Du point de vue des pays du Nord, c'est sans doute quantité négligeable ou à taire...

|3| Jean Quatremer <http://bruxelles.blogs.liberation.fr>

|4| <http://www.iedm.org>

|5| Cf. déclaration de Pascal Lamy, reprise par le Figaro du 2/10/2009

|6| Déficit annoncé pour la loi de finances pour 2010 = 116 Mds d'€ ; Exonérations de cotisations sociales = 33 Mds d'€ ; plans de relance, soutien aux entreprises = 40 Mds d'€ ; dotation au capital des banques = 20 Mds d'€ ; allègements fiscaux décidés depuis 2000 au bénéfice des contribuables les plus aisés et pour les sociétés, effets pour 2010 = 42 Mds d'€ ; intérêts de la dette = 42,8 Mds d'€. Total de ces mesures = 177,8 Mds d'€.

|7| Banques Spécialistes en Valeurs du Trésor au 14/09/2009 (site Agence France Trésor) = Barclays Capital, BNP Paribas, Calyon, Citigroup, Commerzbank, Crédit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JP Morgan, Merrill Lynch, Morgan Stanley, Natixis, Nomura, Royal Bank of Scotland, Santander, Société Générale, UBS.

|8| Cf. rapport de la mission d'information sur l'optimisation de la dépense publique, AN du 14 octobre 2009

|9| Frédéric Lordon, interview avec Daniel Mermet (là bas si j'y suis du 23 septembre 2009), repris par contreinfo.org (article 2803).

Pascal Franchet

<http://www.cadtm.org/Dette-publique-dans-les-pays-du>

« Il existe des lieux et des moments où les bêtes traquées se croisent, s'arrêtent et se tournent vers le chasseur », par Mathieu Rigouste

[Entretien mis en ligne sur le site *Article 11* le 10 octobre 2009]

C'est une très fouillée et méthodique démonstration. En L'Ennemi Intérieur, le chercheur Mathieu Rigouste décrit comment une stratégie militaire totale, cette Doctrine de la guerre révolutionnaire mise en œuvre par la France dans ses guerres coloniales, a progressivement contaminé les champs politique et médiatique, jusqu'à devenir une pratique officieuse de maintien de l'ordre social. Il en reparle ici. Entretien.

La publication de ton ouvrage, début 2009, n'aurait pu "mieux" tomber : l'affaire de Tarnac est venue comme une parfaite illustration de ton travail. Dans la logique de création de l'ennemi intérieur, tu penses que les manipulations étatiques de ce genre vont se multiplier ?

En fait, la publication est tombée juste après un nouvel essai de réglage de la fonction bouc-émissaire : sur la figure de « l'anarcho-autonome ». Mais ce mécanisme de la machine à purge continue depuis bientôt vingt ans à fonctionner sur un double réglage : les figures de « l'islamo-terroriste » et du « barbare de cité ». L'affaire de Tarnac ne fait que reformuler et appliquer exceptionnellement, pour l'instant, un type de montage habituellement réservé aux non-blancs pauvres et de manière permanente. Comme la logique sécuritaire, qui tend à reformuler et appliquer en continu à « la population » des méthodes de guerre conçues contre « les populations colonisées ». S'il y a manipulation, il faut le comprendre dans un sens technique, comme un ajustement. Les montages médiatico-politiques sont des utilisations particulières de machines de pouvoir qui fonctionnent en permanence, reliées aux machines économiques et industrielles. Tant qu'une forme de pouvoir est en place, ses machines évoluent, mais elles continuent de fonctionner et de dysfonctionner.

L'actualité récente a remis en avant l'incrimination d'"association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroristes", déjà utilisée contre les suspects prétendument islamiques dans la deuxième moitié des années 1990. L'instrumentalisation du droit est une facette de la guerre contre-révolutionnaire ?

L'instrumentalisation du droit et de la justice est normale. Ce sont des institutions, des instruments de gouvernement, des appareils d'État. Ils reflètent nécessairement l'état des rapports de forces. Bref, même sans les doctrines contre-subversives, les institutions judiciaires et juridiques sont l'expression d'un modèle de domination et d'un rapport de classe. Mais tout un pan de la doctrine de la guerre révolutionnaire, dès l'Indochine, c'est-à-dire avant même d'être vraiment formulée comme doctrine, consiste effectivement à dire, au gouvernement et à l'OTAN : pour mener une guerre dans la population, il faut libérer l'armée des contraintes « démocratiques », créer des régimes d'exception dans le droit voire déléguer à l'armée l'autorité civile et la police. C'est vraiment en Algérie que les « libertés publiques » ont posé un problème à ce qui devenait l'antiterrorisme, parce que l'Algérie, à la différence de l'Indochine, c'était des départements français. Il fallait inventer un régime de la guerre intérieure qui ne déstabilise pas l'ensemble du pays et puisse s'appliquer à une partie seulement du territoire et de la population. Un nouveau « régime » de fonctionnement pour les chaînes de production de l'ordre.

Ça a été l'œuvre de la Ve République. La cinquième constitution, créée par de Gaulle, consacre la possibilité de s'octroyer en permanence les pleins pouvoirs, et la déclaration d'État d'urgence permet de faire la guerre intérieure, sur une partie du territoire. Bien évidemment sur les territoires d'exception. Le fait qu'il a été décrété une nouvelles fois en Nouvelle Calédonie en 1986, puis appliqué aux « zones

sensibles » pendant les révoltes de l'automne 2005, semble indiquer que les quartiers populaires sont considérés comme les nouveaux territoires de la guerre intérieure, les nouveaux laboratoires du commandement, au même titre que les anciennes colonies.

Tu présentes la guerre coloniale comme « une matrice institutionnelle » des pratiques de maintien de l'ordre passées (après la guerre d'Algérie, donc) et actuelles. Cela explique le silence autour de la question coloniale, le peu de cas qui en est fait dans les débats politiques et historiographiques ?

Ce silence a commencé à être rompu au début des années 1990, justement quand l'idéologie identitaire et la pensée contre-subversive ont remplacé les dogmes (et les réseaux qui les portaient) qui s'étaient installés dans la guerre froide, contre l'ennemi soviétique. Dans le même temps, une nouvelle génération est apparue dans le monde universitaire et sur la scène politique, qui mettait en cause certaines continuités du colonial dans la France d'aujourd'hui. La question postcoloniale a bien été posée, même si elle est toujours bouillante. Et comme pour l'armée qui n'a plus rien à voir avec une Grande Muette et qui communique en permanence, je crois qu'on assiste à un mouvement de réhabilitation de l'expérience coloniale plutôt qu'à du silence. Voir la loi sur le rôle positif de la colonisation ou l'importance du lobby d'historiens et de militants qui disent « *s'opposer à l'idéologie de la repentance* » lorsqu'ils parlent des études postcoloniales. Voir toute l'idéologie humanitaire qui permet de mystifier les rapports de domination néocoloniaux. Il vaut toujours mieux imposer une représentation que ne rien dire, c'est la base de l'action psychologique et de toute propagande. Et on peut, dans de nombreux cas, considérer les politiques culturelles comme des formes particulières de propagande d'État.

La doctrine de la contre-subversion est finalement l'un des rares succès à l'exportation de la France... Tu évoques sa grande résonance aux États-Unis, son importation au Rwanda ou en Algérie, son utilisation en Amérique Latine. Notre pays est devenu un moteur de la mise au pas de la contestation mondiale ? Avec une réelle influence ?

Non, plus aujourd'hui, ou disons : pas tellement plus que d'autres. Les influences sont désormais éparpillées et chaque pays, lorsqu'il expérimente une méthode de maintien de l'ordre au cours d'un conflit, devient le centre d'un intérêt international. Les « retours d'expérience » qui seront réalisés pourront avoir une influence sur l'évolution des doctrines et des techniques nationales et internationales.

Mais les modèles français gardent une renommée, on reconnaît à la patrie des droits de l'homme une certaine expertise pour mener la guerre dans et contre le peuple. Dès le milieu des années 1950, l'armée française a commencé à transmettre son expérience de la contre-subversion à ses armées alliées. A cette époque, elle a réellement eu une influence déterminante. La guerre d'Algérie, avec pour vitrine la bataille d'Alger, a constitué le premier laboratoire dans lequel a été réalisée la synthèse des techniques débouchant sur la mécanique contre-subversive. Les complexes militaro-industriels

internationaux se sont emparés de cette technologie révolutionnaire à la fin des années 1960 et se les étaient appropriées à la fin des années 1970. Depuis, la France est l'un des grands pôles d'influence, parmi d'autres. La répression des émeutes de l'automne 2005 et du CPE a tout de même été considérée dans les instituts privés et officiels étrangers, comme un retour de la France parmi les experts incontestables du maintien de l'ordre.

La participation de la population aux opérations de pacification est un point essentiel, expliques-tu, de la doctrine de la contre-subversion. La mise en place d'un service volontaire citoyen de la police ou le récent appel aux habitants de l'Essonne à envoyer par mail des informations aux forces de l'ordre s'inscrivent dans ce mouvement ?

Oui, mais comme toute la dynamique sécuritaire. Le sécuritaire est une forme de pouvoir organisée autour de l'idée que « la population » est la matière qu'il faut protéger (la chair du corps national) et le milieu dont il faut se protéger (un milieu bactériologique). Il faut alors faire en sorte que la population contrôle la population. C'est lié à la rencontre de la bio-politique et de la guerre froide, du commandement colonial et de la société du spectacle. Étant confronté à des insoumissions massives et répétitives, le pouvoir ne peut pas positionner un flic ou un soldat derrière chaque personne. Il apparaît donc une question de rentabilisation du quadrillage. Il faut faire sous-traiter le contrôle de « la population » par « la population » elle-même. Il faut transformer des éléments de celle-ci en courroies de transmission.

La fonction bouc-émissaire, la peur en général, le libéralisme économique et politique, avec le soutien des mass-media, construisent « l'autre » comme un concurrent, une menace potentielle. Cela permet de dissocier « la population » et incite à collaborer avec l'encadrement, l'État devient un protecteur, le pouvoir une médecine, vivre devient un risque permanent, ton voisin un ennemi probable. Toutes les technologies spectaculaires permettant d'avoir accès aux « âmes et aux cœurs » vont alors être orientées dans ce sens : diffuser l'esprit de défense, diffuser l'esprit de sécurité, avec cette idée que la chair du corps national, « la population », va absorber ce vaccin idéologique et participer à l'immunisation de la nation et résister à la subversion.

À la fin de ton ouvrage, tu évoques la tentation de « *militarisation du maintien de l'ordre* », notamment dans les quartiers populaires. À Pittsburgh, les rares protestataires se sont vus opposer un "canon à son", dernier-né de la technologie de contrôle des manifestations et jusque-là seulement utilisé en Irak. De telles machines de guerre vont peu à peu remplacer les CRS ?

Elles pourront être employées, si des gestionnaires de l'ordre les considèrent intéressantes. Si une volonté de puissance s'en empare. Mais ce sont des machines, jusqu'ici elles ne remplacent pas les humains, elles n'en sont que des prolongements. Le flash-ball et les drones étaient des technologies militaires employées pour le contrôle des foules en contexte de guerre urbaine. La militarisation n'est plus une tentation. Il y a hybridation effective dans plusieurs

domaines. Des techniques, des personnels et des matériels issus des mondes policiers et militaires s'échangent et/ou fusionnent. L'un des catalyseurs principaux, ce sont les forces de gendarmerie. Dans tous les domaines, on distingue de moins en moins bien les domaines de la guerre et ceux du maintien de l'ordre. La globalisation du capital, c'est par définition (matérialiste s'entend), une globalisation de la guerre. Elle transforme tout ce dont il se saisit, de la conquête spatiale à celle du génome, de Bagdad vers Pittsburgh, d'Abidjan vers Villiers-le-bel.

Autant que par la droite, le modèle de contre-subversion a été mis en place par la gauche, avec notamment les précieux concours de Mitterrand et Jospin. En ce domaine (aussi), PS et UMP ne sont que les deux facettes d'une même médaille ?

Les idéologies ont leur part dans les manières de gouverner et vont orienter les façons d'utiliser les machines contre-subversives et tous les dispositifs sécuritaires. Mais elles n'interviennent pas, à ce qu'on observe, dans le fait d'employer ou non ces machines. Lénine a repris la machine à terreur de Robespierre, Mitterrand les machines de contre-insurrection qui étaient là et qu'il avait déjà participé à rôder dans la guerre d'Algérie. D'autant que la plupart de ces dispositifs font partie des répertoires policiers et militaires, du coup les gouvernements passent mais les fonctionnaires restent, avec leurs psychoses et leurs techniques. Les principes de la guerre anti-subversive ont fourni les bases de nouvelles « pièces et règles conventionnelles du jeu politique ».

De ton ouvrage, il ressort une cohérence globale, une logique qui va de la bataille d'Alger à Julien Coupat, des premières révoltes des banlieues à la criminalisation des mouvements sociaux. Cela appelle une riposte collective ? Habitants des quartiers populaires et contestataires main dans la main ?

Je ne crois pas tellement à l'idée de promouvoir une lutte « main dans la main ». Ça ne se décrète pas. En plus « main dans la main », ça désigne deux mondes irréductibles. Il faudrait plutôt envisager que des gestes et des pratiques s'échangent et résonnent. Des gestes et des pratiques d'insoumission et de rupture. Et c'est ce qui se passe d'ailleurs, tandis que des formes d'auto-organisation émergent un peu partout, sous différents aspects. Les mondes sont compartimentés et le pouvoir ne s'applique pas de la même manière dans chacune des enclaves sociales qu'il entretient, justement pour diviser ces forces et parce qu'il les consomme à des régimes différents. Si des mondes opprimés ne s'associent pas, c'est que l'un des deux au moins n'y peut trouver de voie pour développer sa puissance, sa résistance.

Il n'y a aucun jugement de valeur là-dedans mais très sincèrement, la situation de multiple oppression et de sur-discrimination qui est imposée dans les quartiers n'a rien à voir avec ce qu'ont subi les interpellés dans l'affaire de Tarnac. Il faut bien comprendre que la France postcoloniale s'entretient sur une ségrégation économique, politique et sociale de quartiers entiers, où le simple fait d'habiter et de ne pas être très blanc t'amène à être contrôlé, parfois plusieurs fois par jour, où la violence policière et le carnage néo-libéral rongent toutes les expériences d'autonomie, où plus de 200

personnes ont été abattues par la police depuis les années 1970, où rompre l'ennui doit se faire dans le peu d'espace et de temps qui restent entre le chantier et la prison.

Mais il existe, de manière chaotique, donc probabiliste, des « points d'impact des colères », des lieux et des moments où les bêtes traquées se croisent, s'arrêtent et se tournent vers le chasseur. Je crois que toute transformation importante de la situation dans les quartiers ne pourra advenir que par les luttes de ceux qui y habitent. S'il y a une rupture aussi importante entre les « contestataires », j'imagine que tu veux dire « les militants, le mouvement social... » et les quartiers, que les militants se demandent pourquoi ils ne partagent plus le même territoire. En tout cas, la compassion, les conseils et les jugements sur les bons moyens de libérer les quartiers ne sont que des grandes tapes dans le dos. La domination postcoloniale et sécuritaire a créé un tel fossé entre les opprimés et les sur-oppriés, entre le peuple et le sous-peuple, qu'il n'existe plus aucune autre raison de se joindre dans un même combat, à moins de partager un territoire commun à libérer. Et ce partage abolit du même coup la dissociation entre un « monde contestataire » et un « monde des quartiers ». Dissociation aussi stérile qu'impropre puisqu'elle laisse supposer que les quartiers seraient des territoires non contestataires alors que le quotidien s'y caractérise par la nécessité de s'insoumettre constamment.

En une interview donnée à ce site, Armand Mattelart affirmait que la résistance face à la globalisation de la surveillance « est le devoir de tout citoyen ». Tu le penses aussi ?

La résistance existe, par principe. C'est le contre-pouvoir, la marge d'opposition que le pouvoir tolère pour fonctionner. Comme dans une machine, des forces s'opposent à des résistances, des espaces laissés vides permettent à des rouages de s'articuler. Les résistances sont là, en permanence et partout.

Mais quand et comment naissent les offensives ? Il faudrait appliquer les principes de la théorie quantique aux sciences sociales pour le savoir, et même dans ce cas, on ne déterminera jamais que des probabilités chaotiques d'événement. Sinon, je crois que le citoyen est la chose, l'objet, la matière de l'État-nation, le sujet républicain. Le « *devoir du citoyen* » est donc, et c'est ainsi qu'il est défini dans les textes politiques fondateurs, de respecter la loi, son gouvernement, d'aller voter quand on lui demande, de travailler la majeure partie de sa vie, de se soumettre à la méritocratie, de tout donner pour la compétition, de participer à la sécurité du territoire et à la défense de la nation, de vivre et mourir pour la patrie et donc notamment de soutenir la surveillance, la répression et toutes les formes de coercition visant à protéger l'ordre de toute forme de subversion. Je ne comprend pas ce que Mattelart a voulu dire...

Tu crois en l'efficacité d'une contestation violente ?

D'abord, je crois que contester c'est déjà reconnaître une légitimité à son gardien, c'est lié à la résistance, c'est indispensable mais ça semble encore largement insuffisant. D'autre part, il me semble que la vie est une circulation intensive de forces donc de

violence. Qu'est ce que veut dire « contestation non violente » ? La violence n'est pas une quantité de sang, de bleus, d'armes ou de souffrance. Je crois que faire passer l'idée qu'il existerait du politique sans conflit, qu'on pourrait s'émanciper sans allier la tendresse à la violence, appartient à l'idéologie qui domine ce monde actuellement. Choisir entre des fleurs ou des fusils, appartient aux raisons et aux passions de ceux qui se lèvent à ce moment-là et du contexte dans lequel ils se lèvent. Un sit-in avec des fleurs, si ça bloque des chars, c'est efficace, c'est une forme de violence, il suffit de voir comment le pouvoir réagit aux « occupations pacifiques » vraiment perturbantes.

La question de la violence ne peut pas se poser ainsi, parce que lorsqu'une résistance passe à l'offensive, qu'elle sort des marges que le pouvoir tolère, lorsqu'elle devient dangereuse et réellement menaçante pour le pouvoir en place, ce dernier envoie sa police, et si ça ne suffit pas il met en marche son armée et ouvre ses camps puis ses fosses communes. Ça fait cinquante ans que ça dure, de cette manière, partout où des États font face à des insoumissions populaires massives. La résistance irakienne fait face à ce type de pouvoir en guerre, par exemple, et j'aimerais bien voir quelqu'un aller leur conseiller des « tactiques non-violentes ». Au mieux, on le paierait d'un large éclat de rire.

De plus, la question de l'efficacité me paraît appartenir à ceux qui veulent régir et gérer, rationnellement, gouverner. Une technique n'est efficace que si son emploi convient à celui qui s'en sert et en fonction de ce qu'il veut faire. Un marteau est efficace si l'on veut planter un clou, pour tricoter beaucoup moins. Avec un marteau, tu peux faire travailler quelqu'un ou casser le genou de celui qui te fait travailler. Si tu veux te libérer, utilise tous les moyens à ta disposition, de toute façon ils seront considérés comme trop violents par ceux qui te désavouent. Tandis que leur désaveu et le monde qu'ils protègent ne seront jamais taxés de « violents » envers toi.

L'un des axiomes de la contre-subversion, démontres-tu, est de mettre en scène le désordre pour mieux prétendre ramener l'ordre : le pouvoir n'a-t-il pas intérêt à toute radicalisation de la contestation ? Parallèlement, n'a-t-il pas tout autant intérêt à ce que cette contestation reste dans de gentils clous ? Bref : on est perdant quoi qu'il arrive, non ?

Le pouvoir n'a pas vraiment d'intérêt, il est, il fonctionne, c'est un rapport de forces dynamique. En revanche, les fractions de classe qui sont aux commandes des machines de contrôle et de séduction trouvent un intérêt à rester en place et à faire du profit. La limite se pose là. Tant qu'un phénomène de « résistance » reste dans les cadres d'un contre-pouvoir tolérable par le pouvoir, alors il lui sert de prétexte et de support. L'enjeu réside dans notre créativité, dans l'invention de formes de vie et de rupture ingouvernables, c'est-à-dire qui ne se laisseront pas saisir comme « contre-pouvoirs » ou « contestation », qui ne se laissent jamais saisir du tout.

De toute manière, le pouvoir tente de s'appropriier tout ce qui bouge, un acte n'a pas de valeur en soi dans le schéma sécuritaire, une émeute peut tout autant servir la contre-insurrection que la fragiliser. On retrouve parfois des agitateurs policiers et de

sincères activistes qui soufflent sur les mêmes braises. Il faut garder en mémoire que la logique interne du système auquel nous faisons face est de maintenir la légitimité du souverain auprès de ses sujets et de préserver l'ordre économique et social qui emploie le vivant comme une matière première de la production de profit. La question des moyens se pose à ce niveau, pas en fonction de l'instrumentalisation possible. Il faudrait selon moi créer des formes de vie autonomes, auto-organisées, libres, solidaires et heureuses, offensives face à ce système et nous permettant d'exister par nous-mêmes, au-delà de lui.

Sur ce site toujours, Éric Hazan liait l'affaire de Tarnac, les révoltes dans les quartiers populaires et les émeutes grecques pour dresser ce constat : « *Le pouvoir pète de trouille.* » Pour toi aussi, la peur est - d'une certaine façon - dans leur camp ? De façon plus large, la peur serait la seule raison de la construction de l'ordre sécuritaire ?

Je ne crois pas que « le pouvoir » ait des émotions, pour les mêmes raisons qu'au-dessus. En revanche, les fractions de la classe dominantes en ont, et de ce point de vue, je ne suis pas persuadé qu'elles pètent de trouille même si, c'est lié à leur position, elles passent leur temps à se protéger et se défendre. Elles sont dans une posture narcissique, c'est normal.

L'ordre sécuritaire est basé sur une gestion rationnelle, médiatique, industrielle des peurs collectives. C'est une des fonctions indispensables à sa conservation. Comme toutes les formes de pouvoir, il est en fait la rencontre de deux rêveries dans l'inconscient des fractions de classe dominantes : la peur du chaos, de l'incontrôlable et de l'imprévisible qui les destituerait et un désir de puissance sans limite ; la rencontre d'une paranoïa et d'un exhibitionnisme. Est-ce qu'on n'est pas à la fois « paniqué », « mégalomane » et « exhibo » lorsqu'on monte sur scène ? Sur la scène du commandement, il y a des paniqués, des mégalomanes, des exhibitionnistes, des psychopathes... On se perd en se demandant s'ils ont peur de nous ». Gardons à l'esprit que le maintien de l'ordre a objectivement besoin d'inspirer la peur et de la distribuer entre les gouvernés. Et rappelons-nous que nous perdons chaque fois que nous avons peur, qu'ici commence l'auto-sujétion, pilier de l'ordre médiatico-sécuritaire.

En ton introduction à l'ouvrage de Marighella, le *Manuel du guérillero urbain*, tu expliques qu'il y a eu une circulation paradoxale de ce livre, que les conseils de l'auteur ont très vite été récupérés par ceux qui menaient la guerre contre-révolutionnaire, en Amérique Latine et ailleurs. Est-ce qu'il ne nous reviendrait pas de faire la même chose, retourner les armes de l'ennemi contre lui ? Comment ?

Les armes de la contre-insurrection ? Non, je ne crois pas. Ce que j'essaie de dire dans cette introduction, c'est justement que si une guérilla, comme celle de Marighella, entre dans un rapport de concurrence mimétique avec son ennemi, c'est-à-dire, emploie ses armes, elle finit par lui ressembler. Du coup, soit elle reconstruit un État, une structure

autoritaire et hiérarchique, soit elle finit écartelée. Parce qu'en vérité, elle court après la conquête du gouvernement.

Ce qui s'invente de radicalement nouveau au Chiapas, par exemple, c'est la possibilité de créer des formes de vie plus justes, plus libres, plus heureuses, justement parce qu'on a décidé de ne pas s'employer à prendre l'État. Lorsque le partisan Marighella organise des moyens spéciaux pour traquer les infiltrés dans son organisation, il met en place des structures spéciales, secrètes, où des gens ont plus de pouvoir et d'importance... et qui vont se constituer en avant-garde de l'Organisation. En se réappropriant les armes de la contre-insurrection, il laisse émerger un proto-État. C'est là que recommence l'État. Il semble que celui qui copie son ennemi, s'il réussit, finit par prendre sa place.

« *Si tu combats avec les armes de ton ennemi, tu finiras comme lui* », disait Nietzsche. En tout cas, s'il se trouve des armes à piller chez l'ennemi, il faut sans aucun doute les réajuster et s'en servir différemment. Du coup, ce ne sont plus vraiment les mêmes armes. Si je considère les formes de pouvoir hiérarchiques et autoritaires comme une partie essentielle du problème, je ne peux pas tenter d'inventer autre chose en reprenant les formes de ce qui m'étouffe. S'organiser en reproduisant des hiérarchies et des rapports autoritaires, c'est commencer à participer à la continuation de ces pratiques. Si l'on parle bien du même ennemi, disons l'oppression et l'aliénation sous toutes leurs formes, que peut-on bien trouver d'autre dans cet arsenal que des techniques d'oppression et d'aliénation ?

Pour ma part, je cherche des armes de libération et des formes de vie épanouissantes. Je crois dans la rupture, dans l'insoumission, dans l'autonomie et la solidarité, dans la multiplicité des tactiques et l'entraide. Je crois que l'ensemble du problème continue de tourner autour du travail et du système de production. Qu'il faut créer les moyens d'arrêter de travailler pour cet ordre des choses et de commencer à œuvrer collectivement pour le bonheur et l'émancipation du vivant. J'imagine des communes libres et auto-organisées, librement fédérées entre elles et qui coopèrent pour se défendre face à tout ce qui voudrait les dominer et dominer à l'intérieur de chacune d'elles.

Mathieu Rigouste

<http://www.article11.info/spip/spip.php?article571#nb3>

« Gulliver et sa tasse de thé », par Philippe Grasset

Un phénomène de plus en plus remarquable étend ses effets sur les USA. Nous en parlions dans notre *Note d'analyse* de ce 21 septembre 2009, comme une des causes de

ce que nous jugeons être la faiblesse US dans l'affaire du BMDE, de ce que nous jugeons être la faiblesse générale du pouvoir US, venue de la situation intérieure et affectant sa politique extérieure.

*«Tout cela se rassemble dans une faiblesse générale du pouvoir US, qui se caractérise d'autre part par sa position défensive devant cette agitation intérieure constante, cette sorte d'agitation paralysée où est contraint le gouvernement, l'extraordinaire difficulté d'un président appuyé sur une solide majorité de faire avancer son "agenda". C'est cela, la faiblesse US qui s'est extraordinairement accentuée depuis la crise financière du 15 septembre 2008 – et nous parlons plus, finalement, de la faiblesse du **pouvoir US** dans son sens structurel que de la faiblesse intrinsèque de la position d'Obama.»*

Nous envisageons cette "faiblesse" structurelle en fonction de ses effets sur la politique extérieure des USA, comme le facteur principal qui pousse l'administration Obama dans sa "politique russe" – dont l'abandon du BMDE est un facteur évident, quoi qu'il en soit dit officiellement à Washington. Dans ce cas, Obama cherche à tout prix à établir des relations apaisées avec la Russie, pour éviter des tensions et des engagements que les USA, trop affaiblis, ne peuvent plus soutenir.

Il s'agit d'une interférence directe de la situation intérieure US, de sa faiblesse grandissante, dans la politique extérieure du pays. [...] Ainsi se trouve compromis un principe fondamental du fonctionnement des USA, qui est l'interférence de la politique intérieure sur la politique extérieure.

[...] Nous voulons observer de quelle manière le phénomène de la connexion entre la politique intérieure et la politique extérieure s'opère actuellement, comme il s'opère, et en quoi cette situation diffère radicalement, à notre sens, de ce qui a précédé. C'est notre argument principal, de dire que la politique extérieure US n'a **jamais** été influencée comme elle l'est aujourd'hui, par la situation politique intérieure US, de cette façon extrêmement puissante même si elle est indirecte (c'est-à-dire ne portant pas directement sur tel ou tel domaine de la politique extérieure). Il s'agit pour la première fois de causes structurelles intérieures bien plus que conjoncturelles, qui mettent en cause le système lui-même et interfèrent de façon conséquente sur toute la politique extérieure. L'un des phénomènes les plus intéressants de cette émergence de la politique intérieure comme facteur d'influence indirect mais très puissant de la politique extérieure, par la pression qu'il impose au pouvoir US, est le mouvement de protestation dit *Tea Party* [*Le Tea Party est un mouvement contestataire des Etats envers la politique fédérale US, c'est-à-dire le pouvoir central ; mouvement prenant de plus en plus d'ampleur et marqué par des tendances sécessionnistes certaines*]. C'est à notre sens bien plus, ou bien autre chose qu'une «24/7 agitprop machine» ou qu'un mouvement d'une tendance de la droite radicale si particulière aux USA, jusqu'aux accusations de racisme, même si de tels composants existent évidemment.

La démarche fondamentale du système de l'américanisme est de séparer la situation intérieure de la politique extérieure. Ce principe fondamental est posé depuis l'installation de ce système comme système déstructurant et hégémonique, prédateur des structures identitaires et souveraines; cette installation date, disons de 1948 plutôt

que de 1945, puisqu'entre 1945 et 1948, les USA ont **réellement** hésité entre l'engagement extérieur et le retour à une position d'isolationnisme d'où ils auraient contrôlé les voies maritimes et l'accès aux marchés extérieurs.

En 1947-48 fut préparée et mise en place une politique de sécurité nationale, instituant ce qu'on nomma un *National Security State*, grâce à la loi massive de Truman, le National Security Act (créations du NSC, de la CIA, de l'USAF autonome, du département de la défense par réunion du département de la guerre et du département de la marine). A partir de cette modification fondamentale, la rupture entre intérieur et extérieur s'imposa. Il s'agissait d'empêcher que des à-coups intérieurs, fussent-ils populaires, politiques, publicitaires ou communicationnels, etc., interférassent sur une politique impliquant des actes fondamentaux, des engagements effectifs, une orientation hégémonique, etc., tout cela sur le long terme.

Le remède employé pour cette séparation fut assez simple: caractériser la politique extérieure par un Ennemi assez puissant pour être une menace pour tous, une menace devant laquelle l'unité intérieure était nécessaire. Par conséquent, quels que fussent les affrontements, les mésententes intérieures, tout cela devait cesser devant l'extérieur, donc ne pas interférer sur la politique extérieure. Au Congrès, on nomme cet arrangement le "*bipartisan process*". En communication et en termes américanistes populaires, on nomme cela "patriotisme".

D'une façon générale, la formule a bien marché. Elle correspondait évidemment, d'une façon idéale, avec la Guerre froide, et elle explique, en plus des appétits courants du complexe militaro-industriel, combien l'*establishment* est toujours à la recherche d'une "Ennemi", essentiellement depuis 1989-1991. Durant la période, à deux reprises la formule fut menacée, une fois contrôlée et une fois effectivement mise en échec, par des circonstances qui établirent soudain un lien entre le domaine extérieur et le domaine intérieur, menaçant d'échapper au contrôle de l'*establishment* dans le premier cas, lui échappant effectivement dans l'autre cas.

- Le maccarthysme (1951-1954) poussa à son paroxysme la lutte structurelle et constante depuis 1919 contre "les rouges" (socialistes, communistes, gauchistes, etc., toutes ces étiquettes valant dans tous les sens selon les opportunités et les intérêts en cause). Pourtant, même ce paroxysme parvint à être contrôlé pour l'essentiel, en maintenant la rupture entre intérieur et extérieur. Dans son livre *Red Hunting in the Promised Land*, le psychiatre marxiste Joel Kovel propose une dialectique de cette différenciation entre "*the anticommunism*", caractérisant la situation intérieure (notamment) du maccarthysme, ressortant de la tradition inquisitoriale américaniste, et "*the anti-Communism*", caractérisant la lutte extérieure contre l'URSS sous toutes ses formes, ressortant de la politique extérieure du système. Mais quand McCarthy, assoiffé de publicité et poussé au paroxysme par l'idéologie de la communication et les brumes de l'alcool associées, attaqua l'U.S. Army, membre essentiel du Complexe et l'un des pivots de la politique extérieure du système, et qu'il menaça ainsi d'établir un lien instable et destructeur entre la situation intérieure et la politique extérieure, il fut brisé net.

- Le Vietnam s'avéra une catastrophe, essentiellement par sa pénétration dans la population US par le biais de la conscription. Quand les pertes s'alourdirent et touchèrent de nombreuses familles US, la situation intérieure devint intenable et se répercuta aussitôt sur la conduite de la guerre, avec le vacillement de la volonté de la direction politique. Les troubles estudiantins et le mouvement des droits civiques, qui duraient depuis 1961-1962, n'avaient eu guère d'influence sur la politique expansionniste et belliciste tant qu'aucun lien direct n'avait été établi avec cette politique. Quand ce lien fut fermement établi par le biais de la conscription et des pertes subies, la politique extérieure en fut radicalement influencée, avec la retraite des dirigeants washingtoniens. Comme l'on sait, la bataille du Tet, en février 1968, fut gagnée militairement par les forces US et perdue politiquement par Washington à cause de sa projection, avec les pertes de ses fils, dans les foyers US par les moyens de communication, sans qu'il soit nécessaire que ces moyens de communication devinssent anti-guerre. Johnson annonça la fin des bombardements au Nord et le retrait de sa candidature pour un second terme le 31 mars 1968, amorçant le commencement de la retraite US. L'intrusion du désordre intérieur projetée dans la politique extérieure avait eu raison de la maîtrise de la seconde par l'*establishment*. Dès ce moment, la guerre était perdue. (Le Pentagone s'empressa de supprimer la conscription en 1974 pour une armée de métier, à la lumière de l'expérience vietnamienne. Les résistances aujourd'hui contre le retour de la conscription alors que l'armée manque d'effectifs ressortent du même sentiment, et le Pentagone préfèrent faire appel à des contractants privés plutôt que d'y recourir.)

Le grand changement de la formule est advenu avec le 11 septembre 2001. Avec cette attaque, la direction américaniste s'engouffra dans la brèche qui lui parut exceptionnelle de la guerre contre la terreur, qui semblait assurer un soutien maximal aux extrémistes du parti de la guerre et à une politique extérieure hégémonique et belliciste également maximaliste. Le problème est que la guerre contre la terreur, pour être ce qu'elle prétendait être, bouleversait complètement la formule qu'on a vue en liant de façon intime, par définition, le domaine intérieur et le domaine extérieur – à un point que certains crurent, faussement à notre sens, à la menace d'une militarisation intérieure, ou d'un "fascisme intérieur", qui aurait été la projection sur la situation intérieure de la politique belliciste extérieure. Pendant quelques années, la formule marcha parce que la terreur dominait tout, y compris les votes du Congrès, le "patriotisme" bruyant, etc.; le mariage situation intérieure-politique extérieure semblait favoriser radicalement la seconde.

Puis vinrent les événements qu'on sait, le reflux, l'effondrement de la puissance US, entre la déroute irakienne et la crise du 15 septembre 2008. Le lien imprudemment établi subsiste car il n'y a plus aucune possibilité ni aucune raison de le rompre, et plus personne ne peut le rompre (qui oserait déclarer que le terrorisme n'est pas le danger qu'on décrit depuis 2001 ?). Mais il se retourne désormais contre ceux qui l'avaient établi pour assurer le triomphe de la politique extérieure. Le désordre intérieur US, qui est l'expression du malaise qui mine le pays jusqu'à des extrêmes pathologiques, qui est vertigineusement diffusé par la communication, devient un frein paralysant pour le

pouvoir washingtonien, et, par conséquent, pour sa politique extérieure. Obama marche au rythme de deux discours par jour, sur la question des soins de santé. On polémique sur le racisme. Le mouvement *Tea Party* fait florès. Pendant ce temps, toutes les ambitions de politique extérieure d'Obama sont freinées ou réduites à des mesures de retraite comme dans le cas du BMDE. Le désordre inhérent à ce phénomène anti-historique qu'est l'Amérique, sans ciment régalien, sans le lien d'une mémoire commune, commence à étouffer la politique extérieure du système – cette politique belliciste et expansionniste qui est devenue l'oxygène même du système.

Philippe Grasset

<http://www.dedefensa.org/article-gulliver-et-sa-tasse-de-the-22-09-2009.html>

« Un automne crépusculaire », par Philippe Grasset

En quelques jours, la perception psychologique de la situation fondamentale des USA s'est à nouveau assombrie, ou, plutôt, s'est enfoncée dans un degré nouveau d'assombrissement en revenant à la crise centrale. L'effet de 9/15 et de l'effondrement qui a suivi a été un instant contenu, le temps d'un rapide printemps aménagé par Ben Bernanke, reconduit à la tête de la *Fed* pour cet exploit d'illusionniste (l'affaire des “*green shoots*”). Le scandale du redressement des banques dans les conditions qu'on sait a suivi. Tout cela n'était pas une amélioration de la situation mais un abaissement de la tension par des moyens dont on a dit tout le mal qu'on devait penser. La tension, qui est désormais un caractère fondamental de la situation aux USA trouvait à s'occuper du côté de l'agitation populaire (“soins de santé” et mouvement du *Tea Party*), qui n'est pas apaisée et se poursuit. En effet, il faut observer que toutes ces phases ne s'annulent pas l'une après l'autre, mais **s'accumulent**.

Depuis une semaine, les démons centraux de la crise économique se présentent à nouveau.

- L'article de l'*Observer*, du 4 octobre 2009, sur la Californie, en passe de devenir ce que les experts du Pentagone nomment “*a failed state*”, a fait grand bruit aux USA. (L'expression “*failed states*” concerne ces pays, surtout africains, qui sombrent dans un cycle incontrôlable de pauvreté, de corruption, d'anarchie et de désordre, qui retournent à un état de semi-sauvagerie et d'absence de droit jusqu'à ne plus exister en tant qu'Etat structuré, selon les normes civilisées, ou dites telles.) L'article a souvent été repris, cité, commenté, etc., aux USA.

[...]

- La situation économique, essentiellement au niveau de l'emploi, ne perd rien de son rythme de détérioration, pour ne rien dire d'une possible amélioration. Les chiffres de

pertes d'emploi de septembre (263.000 contre 176.000 attendus) ont constitué un terrible choc. Le commentateur de *Atimes.com* "Spengler" parle, le 6 octobre 2009, d'une "dépression permanente", un peu selon la formule trotskiste... [...] Puis "Spengler" poursuit, traçant un rapide tableau de la situation telle qu'il l'évalue; il montre notamment comment les conditions du "sauvetage" du système financier ont plongé les USA dans une paralysie économique marquée par cette impossibilité de renverser la tendance à la dégradation, ce qu'il nomme "dépression permanente"...

[...]

- Le spectre de la fragilité du dollar, de sa possibilité sinon sa probabilité d'effondrement, est revenu d'actualité avec l'article de Fisk dans *The Independent* et ce qui a suivi. Il s'agit à nouveau du spectre fondamental de l'effondrement de ce qui est perçu comme certains par le piler central de la puissance US, ou de ce qui reste de la puissance US. Le choc vient essentiellement de la perception qu'effectivement un certain nombre de pays, que ce soit ou non ceux qu'indique Fisk, que ce soit ou pas dans les conditions où il l'indique, travaillent activement ensemble sur l'"après-dollar"...

[...]

Pourtant, non, tout le monde, à Washington, s'occupe de l'Afghanistan... Même ceux qui sont censés s'occuper de l'économie à Washington et qui tenaient le haut du pavé de la communication ce printemps ne réagissent plus guère à ces nouvelles puisque, aujourd'hui, l'élan de l'attention du système, qui est mue par les mécanismes du conformisme dévastateur de cette micro-société qu'est l'*establishment*, est complètement absorbé par cet enlisement dialectique et polémique qu'est la guerre de l'Afghanistan à Washington même.

Il y a bien quelques avertissements officiels ou semi-officiels, qui sont d'ordre général et souvent complètement ignorés. Il y a les déclarations de Robert Zoellick, président de la Banque Mondiale, dimanche dernier (selon *BBC News* le 5 octobre 2009), mais qui reste d'ordre général et donne somme toute une vision plutôt rassurante de la catastrophe en observant que le déclin US se fera d'une façon assez ordonné, simplement par un transfert de pouvoir, où les USA perdront leur position de *leader* mondial. [...] La dernière chronique partagée de l'universel spécialiste de la question financière Martin Wolf (*Financial Times-Le Monde*, le 5 octobre) est beaucoup plus sombre, beaucoup plus "catastrophique". Elle peint, du point de vue financier et de la façon dont le secteur bancaire a été "sauvé" au bord du désastre, une image extrêmement pessimiste. «*Le point primordial est que le stade où nous en sommes aujourd'hui est intolérable. Les concentrations actuelles de richesse et de pouvoir garantis par l'Etat doivent absolument disparaître. [...] [I] nous faudra être plus radicaux. [...] Pour l'instant, les autorités politiques ne sont pas prêtes à envisager des idées aussi radicales. Mais le système financier est aujourd'hui d'une telle fragilité que l'on ne peut pas rejeter toute idée de réforme radicale.*»

Dans les deux cas, les deux hommes tablent sur la reconnaissance de l'évolution fondamentale mais à terme pour l'un, sur l'idée de la nécessité d'une action radicale très rapidement pour l'autre, tout cela de la part des dirigeants politiques, particulièrement aux USA puisque c'est de cette puissance qu'il est question. Mais la direction des USA, l'*establishment* washingtonien ne sont plus prêts à cela. Ils sont

“ailleurs”, dans leurs féroces querelles sur les “soins de santé”, puis sur l’Afghanistan, éventuellement dans la crise du Pentagone, dans le déchirement des polémiques, dans l’affrontement politique pour les élections *mid-terms* de novembre 2010 qui sont déjà vues comme essentielles par les deux partis, avec, dans l’idée des républicains, une volonté furieuse, presque insurrectionnelle de reprendre le pouvoir au Congrès sans autre but que de totalement paralyser l’exécutif effectivement sur un mode insurrectionnel. L’état d’esprit des républicains à cet égard s’apparente presque à l’idée d’un “coup d’Etat constitutionnel” contre Obama. Un analyste politique, Bob Cesca, estimait, le 23 septembre 2009 sur *Huffington.post* que, s’ils gagnent ces élections de novembre 2010, les républicains entameront **immédiatement** une procédure d’*impeachment* contre Obama. Ce type de prévision est beaucoup plus concevable que des rumeurs d’intervention intérieure des militaires, supposant un *establishment* militaire uni, ce qui est l’exact contraire de la réalité.

L’*establishment* washingtonien est actuellement complètement déconnecté des difficultés de la situation économique et financière, qu’ils jugent inconsciemment comme plus ou moins résolues après l’“effort” du printemps (essentiellement gaver le coupable, Wall Street, de centaine de \$milliards). La situation est infiniment plus grave qu’avant le 15 septembre 2008. Tous les pouvoirs sont non seulement affaiblis, mais en état d’affrontement qui représente un état de “guerre civile” aux normes de la “société de communication”. Il existe une mobilisation populaire structurée (*Tea Party*, notamment), qui peut changer d’objectif en un temps très rapide, et s’adapter à un mouvement de révolte au niveau économique si cela paraît opportun. Comme illustrée par la Californie, la situation générale des Etats de l’Union est caractérisée par la disparité, des situations catastrophiques dans certains Etats contrastant avec d’autres, donc une situation à la fois déséquilibrée et déstructurée dans un ensemble qui tient essentiellement par son unité structurelle d’équilibre de ses composants. La politique extérieure expansionniste et belliciste est devenue, avec l’Afghanistan, un débat intérieur d’une férocité inouï, que plus personne ne contrôle.

Les USA sont entrés dans un automne très sombre, où tout est désormais en place pour créer les pires conditions imaginables en cas d’accident brutal, d’explosion qu’on n’a pas prévue au moment et dans le domaine où elle a lieu; que ce soit une brusque aggravation de chômage pour tel mois, un effondrement du dollar, un revers particulièrement frappant en Afghanistan, une manifestation du *Tea Party* sur quelque sujet que ce soit qui dégénère accidentellement, ou, beaucoup plus probablement, n’importe quel autre événement fortuit ou inattendu et que nous ne pouvons prévoir, qui déclenche un enchaînement imposé par le phénomène incontrôlable d’une communication exacerbée.

Aujourd’hui, les USA sont au bord du gouffre, c’est-à-dire dans une situation où un facteur explosif peut tout faire basculer. Il ne s’agit pas de juger objectivement d’une situation et d’observer que partout ailleurs (hors des USA), la crise règne également; il s’agit de relever la singularité de cette situation aux USA, de l’effet sur une psychologie, désormais d’une extraordinaire fragilité, de diverses potentialités explosives dont chacune peut faire basculer cette psychologie dans le désordre marquée autant par la

panique que par la colère et la rancœur furieuse. Inutile de parler d'Obama, dont les qualités incontestables – calme, mesure, etc. – jouent à plein **contre** la reprise en mains d'une situation qui lui file comme du sable entre les mains. Est-ce seulement la Californie qui est menacée de devenir "a failed state"?

Philippe Grasset

http://www.dedefensa.org/article-un_automne_crepusculaire_08_10_2009.html

« Un comté d'Alabama étranglé par la crise budgétaire licencie les 2/3 de ses fonctionnaires », par Shaila Dewan

[Traduction, sur le site « ContreInfo », d'un article de Shaila Dewan paru dans le *New-York Times* du 31 juillet 2009]

La crise qui frappe durement les ménages américains provoque, comme c'est le cas en France, un trou énorme dans les budgets publics, tant au niveau national que local. Incapable de boucler son budget, le comté de Jefferson, en Alabama, a décidé début juillet de licencier les 2/3 de son personnel. Sur les 488 employés à l'entretien du réseau routier, il n'en reste que 89 après ces coupes sombres. Mais le comté n'est pas seulement victime de la baisse de ses recettes. Un projet coûteux et inutile d'amélioration de l'assainissement a été gangrené par la corruption, et les luttes de pouvoir entre responsables locaux et élus de l'Etat paralysent la recherche d'une solution. Enquête du New York Times sur une situation exemplaire des difficultés de l'Amérique profonde.

Il n'est pas rare de nos jours de renoncer à effectuer des travaux de peinture ou à tondre la pelouse dans un bâtiment de l'administration pour réduire les coûts. Mais la semaine dernière, le directeur de la maison de retraite du comté de Jefferson a été informé que le comté ne pouvait plus payer l'enterrement des personnes les plus démunies.

Dans le centre de détention des mineurs de la ville, l'employé de service se demande comment il nourrira les 28 enfants lorsque la totalité du personnel de cantine sera parti. Le receveur des impôts a averti les écoles locales qu'elles doivent s'attendre à un retard de 6 mois pour percevoir leur part de la recette des taxes foncières. Au tribunal des affaires familiales, les administrateurs prévoient de retarder le traitement des cas d'abus sur enfant, des cas de détention et des aides, laissant ainsi certains enfants indéfiniment dans les mains de l'état.

Dans tout le comté de Jefferson, qui est le plus peuplé et est le principal moteur économique de l'Alabama, les responsables des administrations se démènent pour être

prêts samedi, quand les 2/3 des employés du comté promis aux licenciements, au nombre de 1400, seront sacrifiés pour tenter de prévenir la ruine du budget.

« Mis à part la ville de Detroit », indique Robert A. Kurtter, un directeur de Moody's Investor Service, « il faut dire que nous n'avons pas vu d'endroit en Amérique ayant des problèmes aussi grave que ceux rencontrés dans le comté de Jefferson. » Moody's attribue au crédit du comté de Jefferson une note inférieure à toute autre municipalité dans le pays.

En juillet, le comté a demandé au gouverneur Bob Riley, Républicain, de déclarer l'état d'urgence. Mr Riley a refusé, expliquant avec délicatesse, que ses attributions s'étendent jusqu'aux tornades mais pas aux tsunamis d'encre rouge.

Le comté de Jefferson, qui inclut Birmingham, peut être comparé à une personne qui a perdu son travail, vu ses investissements pour la retraite s'évaporer et traîne le boulet d'une maison dont la valeur est inférieure à celle de l'emprunt à la banque. Les malheurs du comté sont causés par la crise financière qui a frappé tant de communautés : les recettes des taxes foncières et des ventes ont diminué de 40 million de dollars, et il a gaspillé des milliards dans le réseau d'assainissement, financés par une émission de bons qui sont l'équivalent pour les municipalités des prêts subprimes, utilisant des produits financiers exotiques pourris concoctés par les banquiers d'investissement.

Mais le comté a aussi des problèmes supplémentaires : ce projet d'assainissement a été gangrené par la corruption. En janvier, un tribunal a déclaré illégale, en raison de son abrogation en 1999, d'une taxe sur laquelle le comté compte depuis plus d'un trimestre.

Les législateurs de l'Etat d'Alabama pourraient facilement y remédier en revalidant la taxe mais les délibérations se sont éternisées depuis que le comté a arrêté la maintenance des voiries, retardé l'ouverture d'un tribunal, annoncé les plans pour fermer la moitié de ses bureaux ouverts au public et demandé aux chefs de services de transmettre les noms de ceux qui seront licenciés samedi.

De nombreux législateurs ont accusé les membres de la commission du comté de bluffer.

« Nous devons avoir à l'esprit que cette taxe a été abrogée il y a 10 ans, » a déclaré lundi le Sénateur Républicain Scott Beason au cours de la dernière d'une série de réunions n'ayant pas abouti. « Ils ont continué d'accroître la dette, ont continué de dépenser tout l'argent qu'ils peuvent trouver à dépenser, sachant que le jour de solder les comptes arriverait. »

Désormais, Mr Beacon considère que le comté se sert de ses propres employés comme d'otages.

De telles critiques ne sont pas l'apanage des Républicains. « Ils mentent sans hésitation, » accuse John W. Rogers, le représentant de l'état, co-dirigeant Démocrate de la délégation du comté. « Ils utilisent de manière basique la tactique de la peur, mettant la pression sur le Législateur. »

La taxe qui a été déclarée illégale, nommée « taxe sur le travail », correspond en fait à une taxe de 0,5 pourcent sur les salaires, mais cette dénomination de « taxe sur les salaires » ne sied pas bien aux habitants d'Alabama. Une de ses particularités est qu'une longue liste de professions en est exemptée : les docteurs, avocats tout comme les phrénologues, les directeurs de cirque et les souffleurs de verre. En 1999, les élus de l'Etat appartenant à la circonscription du comté de Jefferson, traditionnellement autorisés à contrôler les décisions du comté pour prélever des taxes, ont essayé de s'attribuer une partie des revenus pour leurs propres projets. Le comté a refusé.

En réponse, les législateurs ont voté l'abrogation de la taxe. Mais le comté, soutenu par une décision favorable du tribunal, a continué de la collecter, ce qui a rapporté 75 millions de dollars l'an dernier soit plus de 25 % de son budget.

En janvier un juge a statué que l'abrogation était valide. Espérant que les législateurs arrangeraient le problème, le juge a permis au comté de collecter cette taxe jusqu'à la fin de la session législative. Mais la législature n'a rien fait.

« C'est de leur responsabilité » a déclaré Bettye Fine Collins, Républicain et président de la commission du comté, après la réunion de la commission mardi dernier. « Ils jouissent d'une entière autorité sur nous. »

Mr Rogers dit qu'il fera tout son possible pour réactiver la taxe, ne serait ce pour prouver que cela ne règlera pas les problèmes du comté.

Disant cela, il fait référence au désastre des travaux d'assainissement, qui n'a pas amélioré la crédibilité du comté auprès de la Législature. Plus de 20 personnes, y compris trois anciens membres de la commission, ont été déclarés coupables de corruption et d'avoir reçu des pots-de-vin provenant des travaux des égouts. A la fin du mois d'août, Larry P. Langford, l'ancien président de la commission du comté et actuellement le maire de Birmingham, sera jugé pour corruption dans le financement de cette opération.

D'ici là, les coupes dans les services publics auront eu lieu. Le tribunal de probation supprimera 13 postes sur les 54 qui traitent les testaments, les adoptions et les internements des personnes souffrant de maladie mentale. Sur les 488 employés à l'entretien des routes et des ponts, ils ne seront bientôt plus que 89. Doug McCutcheon, qui travaille dans ce service depuis 24 ans, sera sans travail. Ainsi que son cousin Tim McCutcheon, dont les 2 filles entrent à l'université cet automne.

« Nous allons probablement nous retrouver dans les files d'attente, comme tout le monde, » prévoit Adrilisa Steele, âgée de 34 ans, qui est chargée de la probation des mineurs.

Mme Steele veut parler des files d'attente pour l'assurance chômage et les bons alimentaires, mais dans les bureaux du comté les queues pour les immatriculations de véhicule ou les permis de conduire sont déjà longues. Les gens patientent plus de deux heures et craignent qu'à partir de lundi prochain ces formalités ne deviennent plus difficiles. Le sentiment général est, comme on peut s'y attendre, celui d'un écœurement généralisé. Les blâmes n'épargnent ni les responsables locaux, ni les élus de l'Etat, ni Wall Street.

« Les gros cadors ont raflé tous les os » constate Mansoor Butt, un commerçant. « Maintenant nous sommes tous à court d'os. Tous les jetons ont disparu et la partie de poker est finie. Sans jetons, on ne peut pas jouer aux poker. »

Shaila Daiwan

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2783

« Huit ans de borbier afghan », par Gabriel Kolko

[Traduction, sur le site « ContreInfo », d'un texte paru sur le site "Counter Punch" le 23 septembre 2009]

Durant la période coloniale, les puissances occidentales ont tracé à dessein des Etats sans cohésion - à coup de règles et de crayons rouges agités par des diplomates raturant nerveusement des mappemondes - rassemblant ici des populations hétérogènes, divisant là arbitrairement un peuple par une frontière, et choisissant bien souvent de mettre à la tête de ces puzzles instables une minorité, forcément en situation d'insécurité, et qui n'aurait, pensait-on, d'autre recours que de se tourner vers l'ancienne puissance coloniale pour garantir un pouvoir structurellement contesté et fragile. Ce « modèle », qui n'est pas sans analogie avec celui de l'Europe des dynasties féodales puis aristocratiques - et de ses guerres incessantes - est à l'origine de la plupart des conflits du monde contemporain. Par une ironie amère de l'histoire, les Etats-Unis se sont jetés sans les comprendre au cœur de deux de ces chaudrons hérités de notre inconséquence : l'Irak et l'Afghanistan, où les forces occidentales sont embourbées depuis huit ans. Quelle est la mission de ces armées ? Traquer Ben Laden ? S'il est encore vivant, c'est au Pakistan, pas en Afghanistan. Installer la démocratie, promouvoir le droit des femmes ? Qui pourrait décemment oser affirmer que le droit à l'usage du vernis à ongle - comme aime à le rappeler le Président Sarkozy (Nicolas Sarkozy a justifié il y a peu l'intervention en Afghanistan en déclarant que les talibans avaient coupé la main d'une jeune fille portant du vernis à ongles. Rappelons que cette affirmation relève du mythe médiatique. Les journalistes qui ont enquêté à ce sujet ont montré qu'il s'agissait d'une rumeur sans fondement. Bien évidemment, cette précision factuelle n'exonère en rien les

talibans de crimes - biens réels ceux-là - qu'ils peuvent commettre, comme par exemple de violer de jeunes écolières. Il n'en reste pas moins que le président de la République fait preuve à tout le moins d'une grande légèreté en reprenant à son compte ce type d'arguments) - sera garanti par les fusils et les bombardements occidentaux ? Combattre les talibans ? Leur lutte traduit d'abord et avant tout le rejet des pachtoune pour l'occupation étrangère et le pouvoir corrompu et tribal de Karzai. L'historien Gabriel Kolko analyse ici les raisons de l'échec annoncé du corps expéditionnaire occidental en Afghanistan.

Les États-Unis ne savaient pas à quels désastres multiples ils s'exposaient lorsqu'ils sont entrés en guerre en Afghanistan, le 7 Octobre 2001. Ils subiront à terme - peut-être dans plusieurs années - le même sort qu'Alexandre le Grand, les Britanniques, et la défunte Union soviétique.

Ce que l'on désigne sous le nom d'« Afghanistan » est en réalité un ensemble de tribus et groupes ethniques - les Pachtoune, les Tadjiks, les Ouzbeks, et d'autres encore. Le pays compte sept grands groupes ethniques, doté chacun de sa propre langue. Il existe également 30 langues mineures. Les pachtoune représentent 42% de la population et les talibans viennent de leurs rangs. Les frontières de l'Afghanistan sont contestées et très poreuses. L'organisation Al-Qaïda est la plus forte dans les régions pachtoune situées au nord du Pakistan et en Afghanistan. « Le destin de l'Afghanistan et du Pakistan sont inextricablement liés », avait déclaré le président George Bush en décembre 2007. Cette situation rend cette guerre bien plus complexe, entre autres parce que l'énorme aide militaire envoyée au Pakistan est le plus souvent mal utilisée.

Pire encore, le Pakistan dispose de 70 à 90 armes nucléaires et les États-Unis craignent que certaines d'entre-elles puissent tomber dans les mains d'extrémistes islamiques. Au moins trois quarts des approvisionnements essentiels pour l'effort de guerre de l'Amérique et de ses alliés passe par le Pakistan, et ces convois sont souvent attaqués. En outre, une majorité importante et toujours croissante de Pakistanais se méfient des intentions américaines. Le rapprochement des Etats-Unis avec New Delhi qui a eu lieu après 2007 et a permis un renforcement considérable de la puissance nucléaire indienne, a rendu le Pakistan beaucoup plus réticent aux injonctions de Washington.

La situation en Afghanistan est totalement inextricable, à l'image de son terrain montagneux. Ses principaux problèmes sont d'ordre politique, social et culturel - en grande partie parce que la Grande-Bretagne, a créé arbitrairement ce pays. Il n'y a pas de solution militaire durable à ses nombreux problèmes. Comme au Vietnam, les Etats-Unis peuvent gagner des batailles, mais ils n'ont aucune stratégie pour gagner cette guerre.

Par-dessus tout, l'environnement géo-politique régional est déterminant. Il met en jeu les relations Indo-Pakistanaïses, et ce facteur sera déterminant, quoi que fassent les États-Unis et leurs alliés. Le Pakistan considère qu'il est de son intérêt vital que soit installé en Afghanistan un gouvernement ami - quel qu'il soit. Islamabad ne transigera pas sur ce principe. Pour l'armée pakistanaïse, l'Inde reste la préoccupation centrale, et bien que l'armée soit opposée à Al-Qaïda et à ses partisans d'origine arabe, elle

entretient de bonnes relations avec les talibans luttant contre Karzaï - et avait collaboré avec eux lorsqu'ils combattaient les Soviétiques.

Le pouvoir d'Hamid Karzaï, le président afghan en titre, ne s'exerce guère au-delà de Kaboul. De nombreux responsables américains sont choqués par son inefficacité et sa corruption, mais la plupart d'entre eux, comme c'était le cas au Sud-Vietnam, sont finalement prêts à tolérer ces manquements. Les Pakistanais considèrent que Karzaï est une marionnette des Indiens, et bien que de très nombreux dirigeants du pays manifestent une aversion pour le séparatisme pachtoune ou les talibans, ils redoutent l'Inde encore plus. Leur armée est structurée pour un affrontement avec l'Inde, pas pour mener une contre-insurrection contre les talibans et leurs alliés qui opèrent à l'intérieur des frontières du Pakistan.

Karzaï, un pachtoune qui est néanmoins beaucoup plus proche des Tadjiks et des Ouzbeks, est effectivement très amical envers l'Inde. L'aide étrangère reçue en provenance d'Inde par son gouvernement dépasse le milliard de dollars. Sa « réélection » au début du mois - survenue à un moment où il est de plus en plus impopulaire - a été accusée d'être entachée de fraude. L'ancien président Jimmy Carter a déclaré que « Hamid Karzaï avait volé cette élection. »

Ce n'est là qu'une partie de la situation dans laquelle les États-Unis se sont embourbés depuis huit ans. La stratégie d'escalade d'Obama fera face à une résistance croissante à la fois en Afghanistan et de la part du Congrès américain et de l'opinion publique. Il y a aujourd'hui plus de 100 000 soldats étrangers en Afghanistan, principalement américains, et en augmenter le nombre ne changera pas la situation. Cinquante-huit pour cent de la population américaine se déclarait contre la guerre en Afghanistan en septembre de cette année, et dans certains pays de l'OTAN - notamment l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie - l'opposition à la guerre augmente. Ces pays ne pourront pas envoyer des troupes bien plus nombreuses pour y combattre. D'influents sénateurs américains s'interrogent sur la stratégie d'Obama. Ils ne sont encore qu'une petite minorité, mais leur prise de position montre que la guerre devient de plus en plus impopulaire aux USA.

La stratégie d'Obama pour gagner la guerre est beaucoup trop complexe pour réussir et de plus il est tributaire de facteurs sur lesquels il n'exerce que peu de contrôle. Parmi ceux-ci, et non le moindre si l'on en croit l'avis d'un de ses principaux conseillers, Bruce Riedel, « le conflit israélo-palestinien [qui] est la question centrale et déterminante pour Al Quida. » En fin de compte, cette question devra être réglée, mais les chances d'y parvenir sont quasiment inexistantes. Zbigniew Brzezinski, qui fut le conseiller pour la Sécurité Nationale du président Jimmy Carter, a averti à plusieurs reprises Obama que « nous courons le risque de connaître le même ... sort que les soviétiques. » L'auteur de l'ouvrage le « Piège Afghan » doit savoir de quoi il parle.

Cependant, Obama va vraisemblablement choisir l'escalade. Outre le fait de mettre en jeu la « crédibilité » de la puissance américaine, la plupart des officiers supérieurs américains pensent, pour citer le Chef d'état-major interarmées, l'amiral Mike Mullen,

que « l'effort principal de notre orientation stratégique sur le plan militaire doit désormais porter sur l'Afghanistan. » Quelques officiers, dépourvus d'influence pour la plupart, pensent que cela conduira au désastre, et le commandant militaire américain en Afghanistan a averti qu'à défaut d'un renforcement rapide des effectifs dans un délai d'un an la guerre « se conclura probablement en échec. »

Obama croit qu'il va gagner la guerre grâce à l'escalade - une illusion qui régnait également durant la vaine guerre menée au Vietnam. Il pense également qu'il peut « Afghaniser » la guerre - tout comme Nixon pensait pouvoir « Vietnamiser » ce conflit - même si les recrues de l'armée de Karzaï manifestent peu de motivation en dehors de percevoir leur salaire, et ne sont guère à la hauteur des talibans, qui sont une organisation cloisonnée et complexe, et qui aujourd'hui dominent une grande partie du pays.

Une majorité croissante de la population afghane s'oppose désormais aux efforts de guerre des États-Unis, car ils se sont traduits par un nombre terrible de victimes civiles, sans pour autant obtenir de succès militaires décisifs. « La mission est sur le point d'échouer, » lisait-on l'été dernier dans la revue « Paramètres », une publication trimestrielle de l'armée américaine.

Et c'est sans doute une litote.

Gabriel Kolko

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2805